



Regards croisés sur l'Europe

Jacques Rupnik

► To cite this version:

Jacques Rupnik. Regards croisés sur l'Europe : Cahiers du CEFRES N° 14f. Regards communs sur l'Europe. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.5. halshs-01165209

HAL Id: halshs-01165209

<https://shs.hal.science/halshs-01165209>

Submitted on 18 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 14f, Regards communs sur l'Europe
Jacques Rupnik (Ed.)

Jacques RUPNIK

Regards croisés sur l'Europe

Référence électronique / electronic reference :

Jacques Rupnik, « Regards croisés sur l'Europe », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Europe (ed. Jacques Rupnik).

Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c14f/rupnik_1998_regards_croises_europe.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Regards croisés sur l'Europe

Jacques Rupnik

"Regards communs sur l'Europe"? Certainement, si l'on entend par là faire référence à la joie partagée, à Paris et à Prague, devant la chute du Mur et la fin d'une division de l'Europe, héritée d'Hitler et de Staline. Pour les Français, comme pour les Tchèques, la "révolution de velours" de 1989 et le nom de Václav Havel, resteront les symboles de ces retrouvailles européennes. La fin de la guerre froide devait permettre de renouer, après une longue pause, avec une relation franco-tchèque privilégiée qui connut son 'âge d'or' dans l'entre-deux-guerres. Relation d'autant plus forte qu'elle s'appuyait sur des affinités et une interaction culturelle dont témoignent à leur façon les Mémoires de Jiří Mucha sur le Paris des artistes tchèques avant 1939 ou le tableau de son père, Alfons Mucha; intitulé "Le baiser de la France à la Bohême".¹ "Regards communs", enfin, au sens d'un avenir commun dans l'intégration européenne: le "retour en Europe" affirmé par les Tchèques en novembre 1989 doit se traduire par leur entrée au sein de l'Union Européenne dont la France fut l'un des fondateurs il y a quarante ans.

Pourtant, dès que l'on s'éloigne de ce cadre général (qu'il ne faut pas perdre de vue) et que l'on examine de plus près les attitudes et les politiques des deux pays face à la recomposition du paysage européen des années 1990, force est de constater que l'expression "regards croisés" sur l'Europe est plus conforme aux réalités. Un véritable échange franco-tchèque entre intellectuels et universitaires ne peut faire l'impasse sur les différences politiques à propos de la construction européenne. Certaines relèvent du malentendu ou de la conjoncture politique du moment, d'autres concernent le fond de la question à savoir les différentes idées de l'Europe que l'on se fait à Paris ou à Prague.

L'Europe vue de Paris semble à la fois trop étroite et trop large pour répondre aux préoccupations tchèques. Trop étroite car c'est le sort de l'Union Européenne et la relation avec l'Allemagne qui demeure l'axe prioritaire de la politique française avant comme après 1989. La centralité de la relation franco-allemande semble même renforcée par la réunification. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la priorité donnée à l'approfondissement de l'intégration européenne sur son élargissement, parfois interprétée à Prague, et dans d'autres capitales d'Europe Centrale, comme une volonté de les tenir à distance respectable du club démocratique et prospère auquel elles souhaitent se joindre.

La vision française de la nouvelle architecture européenne après 1990 était en même temps trop large aux yeux des Tchèques, en faisant une place trop belle à la Russie. Le projet de Confédération européenne, envisagé par François Mitterrand dès le nouvel an 1990 avait, dans un premier temps, reçu un accueil favorable auprès du président tchèque qui accepta d'en coparrainer le lancement. Mais dès lors qu'il apparut que le Président français souhaitait y inclure l'URSS, les Assises de la Confédération, qui se sont tenues à Prague en juin 1991, ne pouvaient qu'aller à l'échec. Il n'était pas aisé, vu de Prague, de construire une Confédération européenne avec un empire colonial en train d'éclater. Et si Moscou devait en être, il devenait impératif d'équilibrer par Washington. De même les égards pour la Russie par le successeur de François Mitterrand par rapport à l'élargissement de l'OTAN, voir même la récente proposition d'un partenariat Paris-Bonn-Moscou, donnent l'impression de continuité avec une politique gaullienne dans un contexte, certes, fort différent. Il reste que la vision française de la grande Europe "de l'Atlantique à l'Oural" passe mal en Europe Centrale. En d'autres termes, les deux variantes, celle centrée sur l'Union Européenne et l'Allemagne et celle cherchant à inclure la Russie sont l'une trop étroite et l'autre trop large pour répondre aux attentes et aux craintes de l'Europe Centrale et de la République tchèque en particulier.²

On peut tenter un exercice symétrique concernant la vision tchèque de l'Europe. Avant 1989 les débats sur l'Europe, restreints au milieu dissident, se focalisaient sur la redécouverte de l'idée de l'Eu-

¹ Jiří Mucha, *Podivné lásky*, Prague, MF, 1988. Voir aussi le recueil du colloque *Les intellectuels en Europe*, Prague, Institut français, 1994 avec les contributions de V. Havel, F. Mitterrand, J. Rupnik, P. Tigríd, V. Linhartová, P. Král, V. Jamek et M. Kundera.

² Pour une analyse détaillée cf. J. Rupnik, "La France de Mitterrand et les pays d'Europe du Centre-est" in S. Cohen (dir.) *La politique étrangère de F. Mitterrand face à la fin de la guerre froide*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

rope Centrale, à mi-chemin entre la nostalgie d'un empire défunt et l'utopie d'un espace s'émancipant par rapport aux deux blocs existants alors. Tandis qu'à l'Ouest du continent, l'Europe se réduisait à un Marché commun, c'est en Europe Centrale, nous disait-on, que l'on préservait dans l'adversité l'idée d'une Europe des valeurs et de la culture.³ Après 1990 et surtout à partir du divorce tchéco-slovaque de 1992/93 la vision de l'Europe exprimée par le gouvernement tchèque (mais aussi très largement dans les media) ressemble à s'y méprendre à la vision britannique, à la fois réticente envers l'Union Européenne et donnant la priorité à la dimension transatlantique de la nouvelle architecture du continent. Autrement dit, celle d'avant 1989 était trop "étroite" et celle d'après 1990 trop "large" pour se recouper avec l'Europe vue de Paris.

Au cours du XXe siècle la politique européenne tchèque connut plusieurs variantes. La création de la première république en 1918 fut sous le signe de liens étroits avec les puissances occidentales, particulièrement la France. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale elle hésita entre les adeptes de Ex Oriente Lux (la protection du "grand frère" slave) et ceux qui voyaient la vocation bohème comme un pont entre l'Est et l'Ouest (concept de Beneš, ressuscité pendant le Printemps de 1968). Après 1989 le balancier est reparti avec force vers l'Ouest, mais un Occident pas particulièrement identifié à la France. Avec la disparition de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, la fin de Yalta se prolongeait par la fin de l'Europe de Versailles que la France avait contribué à créer au lendemain de la Première Guerre.

C'est le premier ministre Václav Klaus et son parti l'ODS qui ont largement contribué à façonner un discours tchèque de l'Europe à la fois hostile à la coopération centre-européenne au sein du groupe de Visegrad, mais aussi au modèle d'intégration européenne proposé par l'Union Européenne, soupçonnée d'incarner à la fois une menace pour une souveraineté d'Etat recouvrée de fraîche date et pour le libéralisme économique redécouvert dans la transition à l'économie de marché: "Nous n'avons pas échangé la tutelle de la bureaucratie moscovite pour la remplacer par celle, certes plus civilisée, de Bruxelles". L'inspiration britannique était d'ailleurs soulignée à maintes reprises le Premier ministre tchèque, en particulier en octobre 1995 au congrès du Parti Conservateur alors au point culminant de sa phase europhobe: "Politiquement elle (notre approche) se fondait sur quelque chose de très proche du conservatisme britannique (souligné dans le texte). Nous avons été grandement influencés par vous; nous avons été inspirés par la révolution thatchérienne dans la politique britannique il y a une dizaine d'années".⁴ Cette allégeance, régulièrement réitérée, à l'Europe de Mme Thatcher ne manqua pas d'étonner en France (mais aussi dans le reste de l'UE) de la part d'un pays qui se présentait en même temps comme le meilleur candidat à l'entrée dans l'UE. Ce parti pris idéologique tchèque contre l'Europe de Maastricht (M. Klaus insiste sur le fait qu'il s'agit bien d'une question "idéologique") à laquelle on dit vouloir se joindre fait penser à la formule de Marx (Graucho, pas Karl): "Je n'entrerais pas dans un club qui m'accepterait pour membre".

Certes, "l'euroscpticisme" de M. Klaus et de l'ODS ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Le Président Václav Havel, le plus 'européen' des hommes politiques tchèques préfère évoquer le sentiment de responsabilité à l'égard de "l'énorme chance historique qu'est l'intégration européenne pour l'ensemble des européens".⁵ Et d'ajouter, à propos de Maastricht, qu'il s'agit d'une "œuvre remarquable sans conteste", mais qui donne "l'impression d'une parfaite machine moderne à laquelle il manque malgré tout quelque chose d'humain". Ce manque de "dimension spirituelle, morale, émotionnelle" expliquerait la difficulté pour les citoyens de s'identifier pleinement au projet européen. Les deux partenaires de la coalition gouvernementale (ODA, KDU-ČSL) se sont progressivement démarqués de la position de l'ODS, tandis que les sociaux-démocrates, principal parti d'opposition, n'hésitent pas à invoquer la référence européenne contre la politique gouvernementale. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit bien là de la position du premier ministre, personnage politique central en régime parlementaire, qui ne s'est privé d'aucune occasion de "donner une leçon" à l'establishment européen, de Jacques Delors à Hans van den Broek.

³ Le grand révélateur de ce débat à Prague comme à Paris fut l'article de Milan Kundera, "L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe Centrale", *Le Débat* (novembre 1983).

⁴ V. Klaus, *Current challenges and conservative solutions: the Czech perspective*, discours au congrès du parti conservateur à Blackpool le 11 octobre 1995.

⁵ V. Havel, discours au Parlement européen le 8. 3. 1994.

Cette critique systématique de l'Union Européenne, relayée par les media (la presse, mais aussi la principale chaîne de télévision NOVA) a fini par avoir un impact dans l'opinion publique comme l'attestent les sondages.⁶ Autrement dit, c'est l'image de l'Europe en République tchèque qui s'en trouve affectée autant que l'image de la République tchèque comme candidat à l'entrée dans l'Union Européenne.

On peut regrouper autour de trois thèmes principaux les différences de perception ou de politique entre Paris et Prague concernant la construction européenne:

1. le rapport approfondissement-élargissement de l'UE.
2. l'union monétaire et le "modèle social" européen.
3. la sécurité et les relations transatlantiques.

1. La priorité de la France fut et reste l'approfondissement sur l'élargissement, même si l'engagement pris en juin 1993 à Copenhague concernant l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale n'est nullement remis en cause. Deux préoccupations principales sont à l'œuvre dans cette démarche: D'abord la crainte de voir les institutions européennes paralysées par l'arrivée de nouveaux membres avant la réforme des institutions. C'est en ce sens qu'il faut interpréter les réserves françaises aux traité d'Amsterdam et la signature d'un appel commun avec l'Italie et la Belgique réitérant le préalable de la réforme institutionnelle que la CIG n'a pas su mener à bien. En second lieu, la France craint, au nom de l'élargissement, un démantèlement des politiques communes (PAC, aide aux régions défavorisées) qui fixent, jusqu'à présent l'un des axes principaux de la construction européenne. Enfin, la France est favorable à une ouverture des négociations sur l'élargissement non seulement avec les pays d'Europe Centrale, mais aussi avec des pays tels que la Roumanie ou la Bulgarie afin d'éviter ou de renforcer un clivage entre une Europe Centrale prospère et intégrée et une périphérie paupérisée et déstabilisée.

Côté tchèque on voudrait croire que ces arguments ne serviront pas à repousser les échéances de l'élargissement. Sur la réforme des institutions on n'a pas vu à Prague la CIG comme préalable à l'élargissement. M. Klaus a par contre clairement affirmé son opposition à la réforme institutionnelle principale, à savoir l'introduction du vote à la majorité qualifiée, car cela signifierait "une perte significative de souveraineté nationale".⁷ Vues de Prague, les politiques communes sont l'illustration même de l'économie assistée dont on ne veut point. Il est vrai, qu'à la différence de la Pologne, l'agriculture tchèque ne poserait aucun problème par son entrée dans l'UE. Quant à l'élargissement, on souhaite la variante la plus restreinte pour ne pas être assimilé ou retardé par des candidats moins avancés dans la transition économique et politique.

2. Le second point concerne la monnaie unique et ce que l'on appelle le "modèle social européen". Les deux aspects, bien que différents, sont souvent présentés à Paris comme deux volets d'une réponse européenne aux défis de la mondialisation (globalisation) et de la compétition économique avec les Etats-Unis, d'une part et les pays d'Asie, d'autre part. La monnaie unique, c'est aussi un moyen de faire un saut qualitatif dans la construction européenne. La défense du "modèle social européen" c'est préserver un certain type de civilisation, le "capitalisme rhénan" face au libre-échangeisme anglo-saxon, pour reprendre la thèse du livre de Michel Albert.

Côté tchèque on se méfie autant de l' "économie sociale de marché" (que l'on rejette verbalement tout en la pratiquant assidûment) que, pour des raisons différentes, de la monnaie unique. Dans son discours à l'IFRI à Paris le 14 novembre 1995, le premier ministre tchèque a clairement exprimé sa réserve en posant la vraie question: l'UEM n'est pas qu'une mesure monétaire technique, elle implique aussi des politiques économiques, sociales et fiscales convergentes. Autrement dit, c'est du fédéralisme qui ne dit pas son nom. Si c'est ce que l'on propose il faut l'annoncer clairement, car il n'est pas sûr que les populations européennes soient favorables à ce passage de l'intégration à l'unification.

⁶ cf. les articles de M. Mocek et M. Schmarcz "Smí Václav Klaus kritizovat Evropskou unii?", *MF Dnes*, 11. 2. 1997, cf. aussi l'évolution des sondages *Eurobarometre* publiés en mars 1997. Le clivage élites/opinion publique apparaît encore plus nettement à propos de l'OTAN.

⁷ Article du 24. 1. 1996 in V. Klaus, *Obhajoba zapomenutých myšlenek*, Prague, Academia, 1997, p. 353; cf aussi "Česká republika a myšlenka evropské integrace", *Lidové Noviny*, 22.12.1993 et "Pád komunismu je výzvou i pro ES", *Český deník*, 9. 6. 1993.

3. Sur les questions de sécurité européenne on note aussi des priorités différentes. La France, bien qu'elle semble avoir dépassé le débat théologique sur les mérites respectifs de l'OTAN et de l'UEO, continue à mettre l'accent sur l'émergence d'une identité européenne de défense, certes au sein de l'Alliance (le "pilier européen"). La question de l'élargissement de l'OTAN reste une préoccupation périphérique par rapport à cette ambition première. Pour Prague, comme pour les autres capitales d'Europe Centrale (à l'exception de Bratislava) la sécurité c'est d'abord et avant tout l'OTAN, c'est-à-dire la présence américaine sur le vieux continent, seule garantie crédible contre nos propres démons européens. D'où l'ambition de faire de la République tchèque le partenaire privilégié des Etats-Unis en Europe Centrale.⁸ Au volontarisme français, projeté au plan européen, s'oppose, côté tchèque, une lecture pessimiste de l'histoire européenne du XXe siècle. On craint le retour de la politique de l'équilibre des puissances et l'on reste fidèle aux principales raisons d'être de l'OTAN telles que les avaient formulé autrefois Lord Ismael: "to keep the Americans in, the Russians out and the Germans down".

Ces différentes lectures des enjeux de sécurité européenne après la fin de la guerre froide expliquent la priorité donnée, à Prague, à l'entrée dans l'OTAN sur l'UE, et l'ordre inverse des priorités à Paris. Elles révèlent aussi différentes approches du projet européen. Celui-ci est fondamentalement politique pour la France, principalement économique pour Prague. Aux yeux des Français, les Tchèques ignorent ou sous-estiment la nouveauté radicale de la construction européenne qui depuis un demi-siècle a rendu la guerre impensable entre ses membres. La France ne veut pas seulement d'une "Europe-espace" (élargissement et dilution en zone de libre-échange), mais aussi d'une "Europe-puissance" pour reprendre l'expression du Président Giscard d'Estaing. Aux yeux des Tchèques "l'Europe-puissance" est un fantasme français; l'Europe reste avant tout une puissance civile, ("soft power", selon Joseph Nye).

Ces regards croisés sur l'Europe, ces contrastes délibérément mis en reliefs doivent être relativisés. D'abord parce qu'ils existent au sein même de l'Union Européenne. Le fait de les exposer montre précisément que le débat avec les candidats à l'entrée ressemble, au fur et à mesure que l'on se rapproche des échéances de l'élargissement, aux débats entre membres de l'UE. Eviter le débat serait aussi renforcer sur l'Europe la coupure entre les élites et les opinions publiques. On ne pourra élargir l'UE sans ou contre les populations concernées. Ensuite, parce que les approches différentes de l'Europe s'expliquent par des cultures politiques et des expériences différentes de l'après-guerre d'un pays fondateur du projet européen et d'un pays qui a connu la domination soviétique. Enfin, parce qu'elles ne doivent pas occulter les convergences réelles qui existent ou peuvent se développer autour de l'importance attachée à l'identité nationale et à l'Etat-nation (refus de l'idée d'un super-Etat européen), du rapport avec l'Allemagne, de la réconciliation franco-allemande à travers l'idée européenne comme préfiguration de la réconciliation tchéco-allemande (le triangle de Weimar entre la France, l'Allemagne et la Pologne élargi ou adapté au cas tchèque?)

Il était grand temps que le débat Paris-Prague sur l'Europe commence. Les Tchèques découvriront, au delà des précautions françaises, qu'il n'est pas dans leur intérêt d'entrer dans une Europe qui se disloquerait. Les Français découvriront, au-delà des postures eurosceptiques dépassées, l'élargissement de l'Union à ceux qui sortent du totalitarisme comme une invitation à repenser son mode de construction en plaçant au centre la question de la démocratie. Ainsi compris, le dialogue franco-tchèque sur l'Europe permettrait de dépasser la question de l'élargissement pour nous interroger sur l'essentiel: quelle Europe voulons-nous?

⁸ A. Vondra, "Občas potřebujeme supermana" in *Respekt* (10.-16. 3. 1997)